



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/336
7 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 24 de l'ordre du jour

NOUVEL ORDRE DU JOUR DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE DANS LES ANNEES 90

Mobilisation de ressources supplémentaires pour le redressement et le développement économiques africains : analyse des flux globaux de ressources à destination de l'Afrique

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	3
II. CRISE DE L'EPARGNE ET AUGMENTATION DE LA DEPENDANCE DE L'AFRIQUE A L'EGARD DE L'EXTERIEUR	8 - 17	5
III. ANALYSE QUANTITATIVE DES FLUX DE RESSOURCES	18 - 50	9
A. Modification de la structure des flux publics de financement	21 - 31	12
B. Un accès limité aux crédits (nets) du secteur privé	32 - 41	16
C. L'investissement étranger direct : un nouvel élan grâce à la privatisation	42 - 50	19
IV. COMMENT ATTIRER DAVANTAGE DE FINANCEMENTS EN AFRIQUE DANS LES ANNEES 90?	51 - 74	22
A. Nouveaux allégements de la dette	55 - 60	23
i) Mesures de réduction de la dette publique bilatérale	57	23

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
ii) Mesures de réduction de la dette publique multilatérale	58 - 59	24
iii) Mesures de réduction de la dette envers les banques commerciales	60	24
B. Atteindre les objectifs et améliorer la coordination en matière d'aide	61 - 66	25
C. Faciliter l'exploitation du potentiel d'exportation	67	26
D. Transférer une partie des dividendes de la paix .	68	26
E. Encourager le développement du secteur privé . .	69	26
F. Faciliter les emprunts à des conditions commerciales, notamment pour les pays à revenu moyen	70 - 71	27
G. Encourager l'investissement étranger direct . . .	72 - 73	27
H. Promouvoir la coopération Sud-Sud	74	28
V. VERS DE NOUVEAUX DEFIS	75	28

Annexes

I. Total des flux de ressources nets : ensemble de l'Afrique	31
II. Total des flux de ressources nets : Afrique subsaharienne	32

I. INTRODUCTION

1. Au cours des années 90 et de la décennie qui suivra, l'Afrique aura besoin, pour son développement, d'une forte augmentation des financements extérieurs et de nouvelles mesures d'allègement de la dette. La plupart des pays africains poursuivent actuellement la mise en oeuvre des programmes d'ajustement enclenchés pendant les années 80, qui devraient conduire à une réforme structurelle de leur économie. Cependant, même dans les cas où leur performance économique a été satisfaisante, les transformations réalisées restent précaires et, en l'absence de nouveaux transferts, les économies africaines ne pourront maintenir le rythme actuel des réformes.

2. Si de nombreux signes annoncent une modeste reprise de l'économie mondiale, le redressement des économies africaines reste une perspective lointaine. En 1992, le taux de croissance réel du PIB des pays d'Afrique a été de 1,5 %, soit la moitié du taux de croissance démographique de la région. Pour les pays qui ne sont pas exportateurs de pétrole, soit la majorité des pays africains, le PIB total a diminué de 1,1 %. Et même les pays producteurs de pétrole¹, qui contribuent pour plus de 58 % du PIB de la région, n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats qu'en 1990. Le PIB des pays africains membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole², a progressé de 2,8 % en 1992 contre 2,7 % en 1991, ce qui reste bien en deçà du taux de croissance de 4,0 % atteint en 1990.

3. Les stratégies et autres initiatives internationales adoptées par les pays africains et par la communauté internationale ont privilégié l'accroissement des flux de capitaux extérieurs à destination de l'Afrique. Cette priorité découle du consensus qui s'est manifesté sur la nécessité de faire appel à des ressources extérieures pour combler l'écart considérable anticipé, dans ces pays, entre le niveau de l'épargne intérieure et les besoins d'investissement.

4. Le nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 a énoncé un certain nombre d'objectifs qui permettraient aux pays africains d'atteindre un taux de croissance annuel réel du PNB de 6 % jusqu'en l'an 2000. Le nouvel ordre du jour recommandait un montant net d'aide publique au développement de 30 milliards de dollars au minimum en 1992 et une croissance moyenne de 4 % par an par la suite, venant s'ajouter aux mesures d'allègement de la dette extérieure. Depuis le début de la présente décennie, le montant global des flux nets de ressources³ à l'Afrique a diminué et était en 1992 inférieur de 22 % à celui de 1990 (en dollars constants 1985).

5. La part des flux totaux nets de ressources alloués à l'Afrique est en diminution, malgré l'augmentation des flux totaux à destination des pays en développement. Cette baisse des années 90 semble indiquer que l'Afrique a été laissée pour compte (figure 1). En revanche, les flux totaux nets à destination de l'Europe et de l'Asie centrale ont plus que doublé, passant de 15,2 milliards de dollars en 1990 à 31,9 milliards de dollars en 1992⁴. Dans le même temps, les flux globaux nets de ressources allant aux autres régions sont passés de 26,3 à 34,7 milliards de dollars pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, de 15,6 à 18,4 milliards de dollars pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de 7,8 à 10,1 milliards de dollars pour l'Asie du Sud.

Figure I

Flux nets de ressources à destination de l'Afrique et des pays en développement
(En dollars courants)

6. Les pays africains, qui ont adopté un programme d'ajustement, ont entrepris des réformes majeures dans le domaine macro-économique, dans un contexte de restrictions budgétaires et de consolidation des réformes. L'Éthiopie, la Mauritanie, le Nigéria et la Zambie ont sensiblement dévalué leur monnaie. Des mesures de privatisation ont été adoptées au Cameroun, au Ghana, au Kenya et en Tunisie, tandis que l'Algérie, l'Égypte, la République centrafricaine et la République-Unie de Tanzanie ont pris des mesures afin de rationaliser la gestion des entreprises publiques. Des compressions d'effectifs et d'autres mesures destinées à accroître l'efficacité de l'administration publique ont été mises en oeuvre au Congo, en Guinée équatoriale, au Mozambique, en Ouganda, au Tchad, et au Zimbabwe. En outre, de nombreux pays ont pris des mesures d'austérité afin de remédier à certains déséquilibres de leur économie nationale et de restaurer la stabilité financière.

7. Ces réformes ont été menées dans un contexte d'extrême rigueur financière et budgétaire, dont témoigne la nette contraction des déficits budgétaires de certains pays. Les déficits sont passés de 12,5 % du PIB en 1987 à 4,9 % en 1991. Il est intéressant de noter que cette politique s'est poursuivie en 1992, bien qu'une part croissante des ressources ait dû être allouée au service de la dette. Les dépenses d'investissement public, et en particulier les dépenses dans le secteur social, ont été durement touchées par les restrictions budgétaires. Par conséquent, de nombreux services dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'assainissement et dans d'autres secteurs sociaux sont devenus presque inaccessibles ou ont dû être interrompus.

II. CRISE DE L'ÉPARGNE ET AUGMENTATION DE LA DÉPENDANCE DE L'AFRIQUE À L'ÉGARD DE L'EXTÉRIEUR

8. Des événements internationaux majeurs ont affecté les flux financiers externes à destination des pays en développement au cours des deux dernières années⁵. Les données sur l'endettement des pays de l'ancienne Union soviétique sont maintenant incorporées aux statistiques globales qui apparaissent dans les World Debt Tables, ce qui a eu un impact considérable à la fois sur les montants de la dette extérieure rapportés et sur les flux et transferts nets au titre des prêts extérieurs. Les investissements en capital ont également doublé au cours des trois dernières années et devraient, selon les estimations, atteindre 46 milliards de dollars en 1992. En revanche, du fait des restrictions apportées aux budgets d'aide publique, on a enregistré une diminution des flux nets à destination des pays en développement à faible revenu qui sont fortement dépendants de l'aide concessionnelle.

9. Le décalage actuel entre l'épargne globale et les besoins globaux d'investissement est devenu une question majeure. Dans les années 80, le solde épargne moins investissement des pays développés⁶ est devenu négatif et, par conséquent, les flux normaux d'épargne allant des pays développés aux pays en développement se sont modifiés, ce qui a entraîné une réduction sensible des apports de capitaux à ces derniers. En outre, l'épargne du secteur public est également devenue nettement négative. Les pays développés peuvent contribuer à augmenter les capitaux à la disposition des pays en développement de deux façons : premièrement, en freinant l'augmentation de leurs taux d'intérêt réels et deuxièmement en encourageant l'épargne publique et privée.

10. Dans les pays d'Afrique, le taux d'épargne des administrations publiques, des ménages et des entreprises est en diminution alors que les sorties nettes pour la rémunération des facteurs a augmenté. Au cours des trois dernières décennies, le taux de l'épargne publique a rarement dépassé 5 % du PIB dans la plupart des pays africains, ce qui a eu pour effet de réduire l'investissement à un niveau minimum. En outre, le taux de l'épargne intérieure a beaucoup fluctué depuis 1980 dans les pays d'Afrique subsaharienne. Partant d'un haut niveau en 1974 — soit 23,2 % du PIB — il a chuté à 9,8 % en 1983 — soit le niveau le plus bas jamais enregistré — pour remonter légèrement, à un niveau qui reste cependant très bas, au cours des années suivantes. Dans les pays les moins avancés d'Afrique (PMA), la part de l'investissement intérieur brut dans les PIB s'est établie en moyenne à 15,3 % alors que l'épargne intérieure brute n'était que de 3,8 %. Les financements internes n'ont couvert que 25 % des besoins d'investissements en capital. Les pays les moins avancés d'Afrique dépendent donc largement de ressources financières d'origine externe, qui ont représenté en moyenne 11,5 % du PIB. Globalement, la diminution rapide du taux d'épargne a été exacerbée par le tarissement progressif des flux de capitaux vers l'Afrique.

11. La situation actuelle se caractérise donc par une épargne bien inférieure au niveau nécessaire pour le financement de l'entretien et du remplacement du stock de capital existant, et à plus forte raison, inférieure au niveau qui permettrait de financer une augmentation nette de la capacité de production. Cette situation est d'autant plus grave que l'augmentation des obligations au titre du service de la dette exerce une ponction croissante sur l'épargne intérieure. Dans de nombreux pays africains, le taux d'épargne est descendu jusqu'à 10 % du PIB. Si on le compare à celui d'autres pays en développement, le taux d'épargne des pays d'Afrique est tombé à un niveau qui est bien inférieur à celui de certaines régions qui ont des taux d'épargne largement supérieurs à 20 %. Si les pays africains ne réussissent pas à augmenter leur taux d'épargne intérieure, ils devront, pour financer leur développement, augmenter le volume de leurs emprunts à l'étranger.

12. La part de l'Afrique dans le commerce global est restée inchangée en 1992. Les exportations en provenance de l'Afrique sont restées faibles, représentant 2,1 % du total des exportations mondiales. Du fait de l'atonie de la demande internationale de produits africains, les exportations africaines ont stagné autour de 75 à 80 milliards de dollars en 1992, soit au même niveau qu'en 1990 et 1991, malgré la reprise du commerce mondial. Le déficit commercial africain s'est accentué à la suite de l'effondrement des prix des matières premières. Les termes de l'échange des pays africains ont diminué de 7,5 %, soit, pour 1992, une baisse beaucoup plus forte que partout ailleurs. Si les prix mondiaux étaient restés stables, l'Afrique aurait pu financer l'achat de 3,5 milliards d'importations supplémentaires en dollars courants sur ses recettes d'exportations de 1992.

13. Les pays d'Afrique ont également subi, en 1992, des pertes importantes du fait de la dégradation des termes de l'échange. On estime (voir tableau 1) que 25 pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré de ce fait des pertes nettes d'environ 16,5 milliards de dollars, sur la base des exportations de 1990, soit l'équivalent de 6,6 % du PIB⁷. Pour le Gabon et le Nigéria, gros exportateurs de pétrole, on estime⁸ le montant des pertes à 1,5 milliard et à 10,3 milliards de dollars, respectivement. Les principaux pays exportateurs de produits de base tels que le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Kenya ont également

enregistré des pertes considérables – que l'on évalue entre 500 et 800 millions de dollars – du fait de la détérioration des termes de l'échange. Pour le groupe de pays procédant à un ajustement, ces pertes ont représenté environ 8 % du PIB et atteignaient 29,1 % pour le Nigéria et 30 % pour le Gabon.

14. Pour que les réformes économiques puissent efficacement stimuler la reprise et restaurer un rythme de croissance soutenu, il faut que les pays africains puissent importer les matières premières, les pièces détachées et les biens d'équipement nécessaires à l'expansion de la production, du revenu et des exportations. Du fait de la détérioration des termes de l'échange et du ralentissement de l'activité économique qui en est résulté, la plupart de ces pays ont enregistré au cours de la dernière décennie⁹ une baisse de leurs exportations en volume et en valeur. Ceci a eu pour résultat d'arrêter presque totalement les importations.

15. Le rythme de croissance encore lent des pays développés explique que le marché des produits de base reste encore déprimé. Cependant, ce phénomène est parfois aggravé par des mesures protectionnistes, particulièrement eu égard aux produits agricoles. Les pays africains, en particulier le Botswana, le Cap-Vert, Maurice et les pays à revenu intermédiaire, ont besoin de développer leurs échanges encore davantage et, ce qui est encore plus important, d'accéder aux marchés des pays développés.

16. On estime que les pays en développement perdent environ 100 milliards de dollars par an sur leurs recettes potentielles d'exportations, du fait des barrières protectionnistes élevées par les pays développés¹⁰, soit près de deux fois le montant de l'aide publique au développement (APD) que financent les pays développés. Par conséquent, les contribuables des pays développés paient deux fois – d'abord pour l'aide économique, ensuite pour le prix élevé des produits importés – alors que les pays en développement perdent davantage sur les échanges commerciaux qu'ils ne gagnent en termes d'aide. Eu égard à ces pertes commerciales massives, les augmentations nettes des flux d'aide publique à destination des pays d'Afrique subsaharienne n'ont été en moyenne que de 2,5 milliards de dollars (en dollars constants de 1989) entre 1980 et 1990. C'est là une des incohérences des politiques d'aide au développement.

17. La dégradation continuelle des termes de l'échange externes a considérablement réduit les avantages résultant des mesures d'ajustement. En outre, le service de la dette extérieure entraîne une importante déperdition de ressources, qui pourraient autrement être affectées au financement de la croissance et du développement. Pour retrouver le chemin de la croissance et du développement durable, les pays d'Afrique ont besoin que des ressources extérieures à court et moyen termes viennent s'ajouter aux leurs.

Tableau 1

Modifications des termes de l'échange, des flux d'aide au développement et du volume des exportations en Afrique subsaharienne, par pays, 1980-1990

Pays	Termes de l'échange, 1990	En millions de dollars	Termes de l'échange, pertes (gains), 1990 ^a	Augmentation (diminution) annuelle de l'APD, 1980-1990	Croissance annuelle du volume des exportations 1980-1990
	En millions de dollars 1980=100		Pourcentage du PIB 1990	En dollars constants de 1989 (en millions)	En pourcentage
Pays connaissant des troubles sociaux					
Ethiopie	58	215	3,5	401	-0,3
Libéria	108	(37)	...	(53)	-2,7
Rwanda	51	108	5,0	(33)	0,1
Sierra Leone	71	56	6,2	(73)	-1,4
Somalie	110	(12)	(1,3)	(232)	-3,3
Soudan	76	126	1,5	(240)	-9,0
Zaïre	139	(280)	(3,7)	128	-11,2
Pays CFA					
Burkina Faso	98	3	-	(31)	10,1
Cameroun	63	704	6,3	52	-1,3
République centrafricaine	94	8	0,6	54	-1,3
Congo	70	484	16,9	59	5,0
Côte d'Ivoire	62	1 594	16,1	305	2,7
Gabon	63	1 451	30,1	43	1,4
Mali	-109	(29)	(1,2)	34	9,9
Niger	69	195	7,7	86	4,3
Sénégal	102	(15)	(0,3)	296	5,6
Togo	72	117	7,2	72	2,4
Groupe des pays mettant en oeuvre des programmes d'ajustement					
Ghana	48	800	12,8	207	3,8
Kenya	75	344	3,9	449	1,0
Madagascar	85	59	1,9	(17)	-1,5
Malawi	98	8	0,3	224	4,3
Mauritanie	93	35	9,5	(58)	3,8
Nigéria	57	10 313	29,1	142	-1,6
Ouganda	55	124	4,1	415	-1,9
République-Unie de Tanzanie	77	90	3,8	104	-7,4

Source : G. K. Helleiner, *Trade, aid and relative price changes in sub-Saharan Africa in the 1980s*. Document présenté à la Conférence "From Stabilization to Growth in Africa" (de la stabilisation à la croissance en Afrique), Marstrand, Suède, 6 et 7 septembre 1992.

^a Perte ou gain enregistré en 1990 à la suite d'une modification des termes de l'échange par rapport à 1980, calculés sur la base des exportations de l'année 1990.

III. ANALYSE QUANTITATIVE DES FLUX DE RESSOURCES

18. L'analyse des flux financiers totaux nets montre des évolutions divergentes pour les pays d'Afrique d'une part et pour le reste des pays en développement d'autre part, qui se sont accentuées après 1990. Les flux nets de ressources à destination des pays en développement ont augmenté de 11 à 21 % en 1991 et 1992, respectivement, alors que les flux à destination de l'Afrique ont diminué de 14 et de 43 %, respectivement. En prix courants, les flux totaux nets de ressources vers l'Afrique ont augmenté, passant de 15,8 milliards de dollars en 1985 à 22,2 milliards en 1990 pour s'abaisser à 18,4 milliards de dollars en 1992. En revanche, ils ont chuté en termes réels (dollars constants de 1985) au-dessous du niveau de 1985, tombant de 15,8 milliards de dollars en 1985 à 14,7 milliards de dollars en 1992. En prix courants (dollars constants de 1985), les flux totaux nets de ressources à destination des pays d'Afrique subsaharienne ont augmenté rapidement, passant de 9,6 milliards de dollars en 1985 à 17,3 milliards de dollars en 1990 pour rester à peu près au même niveau jusqu'à 1992. Mais en termes réels (dollars constants 1985), ils sont passés de 9,6 milliards de dollars en 1985 à 14,6 milliards en 1990 pour retomber à 14,2 milliards de dollars en 1992.

19. Les transferts financiers totaux nets¹¹ au titre de la dette à long terme ont diminué, pour l'Afrique, chutant de 10,4 milliards de dollars en 1990 à 5,3 milliards en 1992, soit 22 % en termes réels (voir figure 2). En termes réels, les transferts totaux nets à destination des pays d'Afrique subsaharienne ont doublé entre 1985 et 1989, s'établissant autour de 9,7 milliards de dollars au cours des années 90. Les sorties de capitaux au titre du rapatriement de bénéfices sur les investissements étrangers directs (IED) et du paiement des intérêts sur la dette à long terme des pays d'Afrique ont augmenté depuis 1985, s'établissant en moyenne à 8 milliards de dollars (voir figure 3). Entre 1985 et 1992, le montant moyen des sorties de capitaux au titre du rapatriement des bénéfices provenant d'investissements étrangers directs s'est élevé à 2 milliards de dollars par an. Les sorties annuelles moyennes de capitaux au titre du paiement des intérêts sur la dette à long terme étaient en moyenne de 6,8 milliards de dollars au cours de la même période.

20. On peut répartir les flux de capitaux à long terme à destination des pays d'Afrique en trois grandes catégories : 1) les financements publics du développement, 2) les prêts du secteur privé, et 3) les investissements étrangers directs (IED), le financement public du développement étant la source principale d'aide financière à l'Afrique. La dépendance du continent africain à l'égard des financements publics a beaucoup augmenté au cours de la dernière décennie et est devenue presque totale, du fait de l'accès limité qu'ont les pays d'Afrique aux prêts du secteur privé et aux investissements étrangers directs.

Figure II

TRANSFERTS FINANCIERS TOTAUX NETS A LONG TERME A DESTINATION DE
L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

(En dollars constants de 1985)

Note : Les totaux relatifs à l'Afrique (49 pays) ne comprennent pas l'Afrique du Sud, la Jamahiriya arabe libyenne et la Namibie.

Source : Banque mondiale et CEA.

Figure III

Sorties de capitaux en provenance des pays africains au titre du rapatriement
des bénéfices et du paiement des intérêts sur la dette à long terme
(En dollars constants de 1985)

En milliards de dollars E.-U.

Intérêt sur la dette à long terme
Bénéfices sur les investissements
étrangers directs

Source : Banque mondiale et CEA.

Note : Les totaux relatifs à l'Afrique (49 pays) ne comprennent pas l'Afrique du Sud, la Jamahiriya arabe libyenne et la Namibie.

A. Modification de la structure des flux publics de financement

21. Depuis le début des années 90, les flux de financement public à destination de l'Afrique ont pris une nouvelle configuration. L'aide apportée par les pays du Comité de développement (CAD), dont la contribution est la plus importante, a diminué. Parallèlement, l'aide économique du monde arabe et des pays de l'ancienne Union soviétique est également en recul depuis la fin de la guerre du Golfe et la fin de la guerre froide. Le montant des prêts d'origine publique à destination des pays d'Afrique a diminué alors que celui des dons a augmenté.

22. Les financements publics du développement ont augmenté plus rapidement (en prix courants) que tous les autres flux financiers. En 1985, ils ont représenté environ 11 milliards de dollars, soit 69 % des flux totaux nets, atteignant 19 milliards de dollars, soit 98 % des flux totaux nets en 1991. En outre, en 1992, les flux totaux nets ont été inférieurs aux flux publics nets (18,4 milliards de dollars et 18,5 milliards de dollars respectivement). En prix courants, les financements publics au développement à destination des pays d'Afrique subsaharienne se sont élevés à 7,7 milliards de dollars, soit 80 % des flux totaux nets en 1985, pour atteindre 17 milliards de dollars, soit 96 % en 1992. Par ailleurs, les flux totaux nets de ressources s'élevaient à 17,8 milliards de dollars alors que les financements publics étaient de 17 milliards de dollars. En termes réels, les flux publics ont suivi une évolution semblable pour les pays d'Afrique et ceux d'Afrique subsaharienne, qui reflète les difficultés qu'ont les pays africains à obtenir des fonds à des conditions commerciales et des investissements étrangers directs, ainsi que la prise de conscience croissante de la nécessité d'apporter à l'Afrique une aide internationale supplémentaire à des conditions privilégiées.

23. L'essentiel des flux de financement public du développement (figure IV) est constitué par l'aide publique (APD). En prix courants, l'aide publique au développement à destination des pays d'Afrique est passée de 8,9 milliards de dollars en 1985 à un maximum de 19,7 milliards de dollars en 1990 pour s'abaisser ensuite. La diminution des flux d'aide publique enregistrée au début des années 90 a eu des répercussions défavorables sur les économies dont le développement est étroitement lié à cette aide. Les fluctuations enregistrées dans le niveau des flux d'aide publique à destination des pays d'Afrique du Nord depuis les années 80 sont essentiellement dues à l'impact de la diminution des contributions des donateurs arabes. Pendant les années où cette aide a atteint son plus haut niveau (1975-1981), le Maroc a bénéficié d'apports d'aide importants. A la suite de la guerre du Golfe en 1990, l'Egypte est devenue, parmi les pays d'Afrique du Nord, le premier pays bénéficiaire. Mais après 1991, les flux d'aide se sont ralentis. En 1992, les flux d'aide publique ont diminué de 33 % pour l'ensemble de l'Afrique et de 22 % pour l'Afrique subsaharienne.

24. L'Afrique subsaharienne, à l'exception du Nigéria, dépend de plus en plus de l'aide publique au développement en provenance des agences bilatérales et multilatérales. L'aide publique au développement représente maintenant 80 % de tous les flux financiers à destination de la région et atteint 11 % du PIB total des pays de la région. Ce pourcentage est bien supérieur à celui des pays d'Amérique latine (0,5 %) et d'Asie (1 %). Dans le cas extrême du Mozambique, l'aide publique au développement va jusqu'à représenter 98 % du PIB. Pour l'ensemble des 32 pays les moins avancés d'Afrique, l'aide publique au développement représente plus d'un cinquième du revenu national.

Figure IV

Flux nets de financement public du développement (FPD) et d'aide
publique au développement (APD) à destination de l'Afrique
(En dollars courants)

En milliards de dollars E.-U.

FPD
APD

Source : Banque mondiale et CEA.

Note : Les totaux relatifs à l'Afrique (49 pays) ne comprennent pas l'Afrique du Sud, la Jamahiriya arabe libyenne et la Namibie.

25. En 1990, les flux totaux d'aide publique bilatérale en provenance des pays du Comité d'aide au développement (CAD) se sont élevés à 36,5 milliards de dollars. Selon le tableau 2, l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et l'Italie ont consacré plus de 10 % de leur budget d'aide bilatérale aux pays d'Afrique. La France est le pays du CAD qui a affecté la part la plus importante à l'Afrique, soit 28,9 % du total de son budget d'aide publique bilatérale. Outre son aide traditionnelle aux pays d'Afrique subsaharienne, la France a apporté une aide à de nombreux pays d'Afrique du Nord. Les flux d'aide bilatérale à l'Afrique en provenance du Japon, des Pays-Bas et de la Suède vers l'Afrique ont représenté entre 5 et 9 % du total de l'aide bilatérale consentie par ces pays. L'aide publique au développement en provenance d'autres pays du CAD tels que l'Australie, l'Autriche, le Canada, l'Irlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni s'est élevée à moins de 5 % du total de l'aide publique bilatérale. Une part importante de l'aide publique bilatérale du Canada et des pays nordiques s'est dirigée vers l'Afrique subsaharienne. La Finlande est celui des pays du CAD qui a accordé les conditions les plus avantageuses, 98 % de ses contributions prenant la forme de dons.

26. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), la Communauté économique européenne (CEE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été les principales sources d'aide multilatérale. Le transfert de ressources, en particulier vers les pays d'Afrique subsaharienne, qui avait augmenté à la fin des années 80, s'est ralenti au début des années 90. Les décaissements au titre de l'aide multilatérale diminueront sans doute de façon sensible au cours de la deuxième moitié des années 90, sauf à augmenter sensiblement en termes réels les prochaines reconstitutions des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) et du Fonds africain de développement (FAfD). Les transferts nets en provenance de la Banque mondiale ont diminué au cours de la deuxième moitié des années 80, du fait des remboursements au titre de prêts antérieurs. Les transferts en faveur des pays d'Afrique subsaharienne sont également tombés de 3,9 milliards de dollars en 1990 à 3,4 milliards de dollars en 1991. Une grande partie des prêts de la Banque mondiale à l'Afrique, soit 80 %, passe par l'intermédiaire de l'IDA qui est financée pour l'essentiel par des dons. La Communauté économique européenne (CEE) est la deuxième source d'aide multilatérale et environ la moitié de ses contributions vont à l'Afrique subsaharienne. Cependant, les flux en provenance de la CEE ont stagné, s'élevant à 1,6 milliard de dollars en 1990 et à 1,7 milliard de dollars en 1991. Les décaissements de la Banque africaine de développement (BAfD) sont en recul, tombant de 3,4 milliards de dollars en 1991 à 2,9 milliards de dollars en 1992. Les déboursements du Programme des Nations Unies pour le développement en faveur de l'Afrique (y compris partage des coûts avec les gouvernements et les tierces parties) qui étaient de 311 millions de dollars en 1990 se sont élevés à 355 millions de dollars en 1991, mais seraient tombés, selon les estimations, à 300 millions de dollars en 1992.

27. L'aide concessionnelle au développement dépasse maintenant 15 % du PIB dans près de la moitié des pays d'Afrique, atteignant un niveau beaucoup plus élevé dans plusieurs autres. Fait encore plus étonnant, les deux tiers des importations et près de 100 % des investissements effectués dans les pays africains à faible revenu sont financés avec une aide de l'étranger. Par conséquent, sans le maintien de flux substantiels d'aide, la consommation, la production et l'investissement des pays africains chuteraient précipitamment, causant des souffrances humaines considérables.

Tableau 2

Distribution géographique et part de l'aide publique bilatérale au développement
des pays du Comité d'aide au développement (CAD) à l'Afrique, en 1990

(Sur la base des déboursements nets : en millions de dollars)

	Total APD bilatérale	Total APD bilatérale (%)	Afrique	Afrique (%)
Etats-Unis d'Amérique	7 167,00	19,62	1 095,00	10,11
Japon	6 786,43	18,57	830,69	7,67
France	5 612,14	15,36	3 129,00	28,89
Allemagne	4 206,21	11,51	1 153,21	10,65
Italie	2 112,09	5,78	1 090,58	10,07
Pays-Bas	1 901,24	5,20	657,13	6,07
Canada	1 690,28	4,63	434,40	4,01
Royaume-Uni	1 474,43	4,04	538,32	4,97
Suède	1 383,56	3,79	665,95	6,15
Norvège	755,58	2,07	410,80	3,79
Australie	753,02	2,06	72,10	0,67
Danemark	695,03	1,90	295,72	2,73
Suisse	550,70	1,51	242,24	2,24
Belgique	547,67	1,50	296,26	2,74
Finlande	497,88	1,36	241,52	2,23
Autriche	299,38	0,82	67,01	0,62
Nouvelle-Zélande	81,04	0,22	1,41	0,01
Irlande	22,91	0,06	15,16	0,14
Total, CAD	36 536,56	100,00	10 831,19	100,00

Source : Japan Ministry of Foreign Affairs, Outlook of Japan's Economic Cooperation, mars 1993, p. 30.

28. Des études¹² ont indiqué que certains des pays bailleurs de fonds ont accordé une aide économique à des fins diverses et parfois contradictoires. Certains d'entre eux ont apporté une aide économique pour soutenir des objectifs géopolitiques, sans tenir compte de la nature du gouvernement bénéficiaire. D'autres pays donateurs ont utilisé le canal de l'aide pour promouvoir leurs exportations, sans tenir compte de l'impact de cette aide sur les besoins de développement de l'Afrique. Là où les institutions d'aide ont financé le développement des pays africains, l'efficacité de leurs efforts a souvent été décevante, les bailleurs de fonds ayant des optiques différentes en matière de développement et finançant parfois des projets inadaptés, exigeant des équipements divers, et peu appropriés¹³. Malgré les nombreux débats qui ont lieu sur la question de la coordination des aides, peu de progrès ont encore été réalisés dans ce domaine.

29. Les pays d'Afrique subsaharienne dépendent davantage de sources concessionnelles de financement public que le reste des pays d'Afrique. Au cours des années 80 notamment, l'augmentation des paiements au titre du principal et des intérêts de la dette a entraîné des sorties importantes de capitaux. Au cours de la plupart des années de la décennie, les entrées nettes au titre de l'aide économique n'ont généralement pas suffi à compenser les paiements au titre du service de la dette. Cet écart se serait encore creusé si ces pays n'avaient pas restructuré une grande partie de leur dette. Au début des années 90, les financements publics concessionnels ont peu augmenté et, globalement, l'Afrique subsaharienne n'a pas bénéficié de l'augmentation des flux et transferts totaux nets de ressources en faveur des pays en développement.

30. Environ 90 % des montants de l'aide multilatérale est concentrée sur les pays à bas revenu qui reçoivent en outre environ 60 % de l'aide bilatérale. Environ 70 % des prêts de la Banque mondiale¹⁴ à l'Afrique sont réservés au financement de projets dans les secteurs des ressources humaines, de l'agriculture et de l'infrastructure tandis que le reste, soit 30 % environ, est affecté à l'ajustement structurel. Le volume annuel des prêts de la Banque mondiale aux pays d'Afrique subsaharienne a été, en moyenne, de 3,5 milliards de dollars au cours des dernières années.

31. Près de la moitié de l'aide bilatérale aux pays en développement est liée, et les coûts directs qui y sont associés sont estimés atteindre jusqu'à 15 % du montant de l'aide. Délier la totalité de l'aide entraînerait des avantages économiques pour les pays en développement que l'on chiffre à plus de 4 milliards de dollars par an¹⁵. L'essentiel des financements extérieurs reste le fait d'organismes publics d'aide bilatérale qui, en 1990, ont contribué pour 16,2 milliards de dollars, soit 73 % des flux totaux. Le bas niveau des montants financés au titre de prêts et de l'aide financière des institutions multilatérales s'explique par les strictes conditions fixées par ces institutions, que de nombreux pays africains ne peuvent remplir¹⁶.

B. Un accès limité aux crédits (nets) du secteur privé

32. Une grande partie de l'accroissement des flux financiers en direction des pays en développement peut être attribuée à l'augmentation des financements privés, auxquels l'Afrique n'a qu'un accès très limité. Si les pays situés au nord du Sahara continuent d'avoir certaines possibilités de financement par les banques commerciales, ce n'est pas le cas pour l'Afrique subsaharienne.

33. Au début des années 90, la structure du financement extérieur des pays en développement s'est modifiée, les prêts faisant place à des investissements de fonds propres et des sources non bancaires se substituant aux banques¹⁷. Les crédits des banques commerciales ont été remplacés par des investissements de portefeuille sous forme d'obligations et d'actions et par un accroissement de l'investissement étranger direct. La quasi-totalité de la croissance des apports financiers aux pays en développement ces dernières années provient de ces sources privées non bancaires. Les entreprises privées ont bénéficié d'un meilleur accès aux marchés internationaux des capitaux (actions et obligations), ce qui a permis de compenser le recul relatif des emprunts dans le secteur privé observé depuis les années 70 jusqu'au milieu des années 80. Au-delà de cette évolution globale des modalités de financement, on observe un fossé croissant

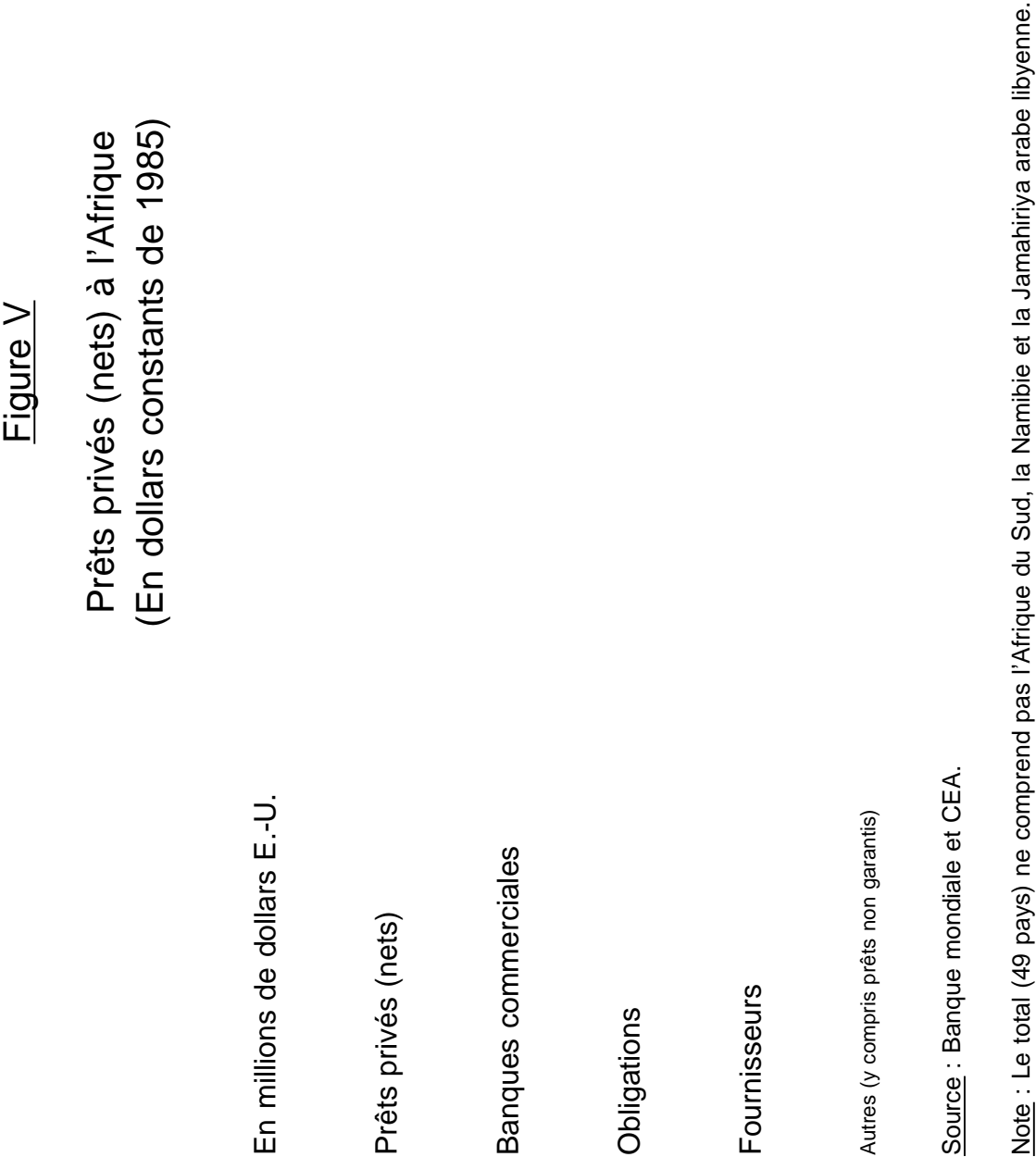
entre les pays en développement qui sont solvables et ont donc accès aux marchés privés des capitaux et ceux qui comptent principalement sur les prêts et dons du secteur public.

34. En 1992, les flux nets de ressources en faveur des pays en développement ont considérablement augmenté (+ 42 milliards de dollars), ce qui est dû principalement à la progression des crédits bancaires internationaux dont le volume est passé de 11 milliards de dollars en 1991 à 40 milliards de dollars en 1992. Cependant, ces crédits n'ont jamais joué un rôle important dans le financement extérieur de la plupart des pays africains. L'essentiel des financements commerciaux à moyen et à long terme a été concentré sur un nombre limité de pays, dont seule une petite partie peut emprunter à des conditions commerciales. L'accès de l'Afrique aux crédits du secteur privé (mesuré en dollars constants de 1985) s'est amélioré entre 1985 et 1988, mais ensuite la situation s'est détériorée et depuis 1990, ces flux financiers sont devenus négatifs, comme le montre la figure V. Près de 85 % de ces flux négatifs nets provenaient de l'Afrique du Nord et notamment du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie).

35. Les crédits nets du secteur privé à l'Afrique subsaharienne, mesurés en dollars constants de 1985, sont négatifs depuis 1989. Les banques commerciales étaient autrefois les principaux prêteurs à l'Afrique. Ces flux ont été très irréguliers et sont devenus fortement négatifs au début des années 90. Les financements sous forme d'obligations et de crédits fournisseurs ont été erratiques et sont devenus de plus en plus négatifs à partir du début des années 90. Il y a eu d'autres entrées très irrégulières sous forme de crédits non garantis entre 1985 et 1990, qui ont augmenté de 2,6 milliards de dollars en moyenne annuelle pendant cette période (en dollars constants de 1985). Depuis 1991, le solde des crédits non garantis est devenu négatif (moins 0,4 milliard de dollars en 1991 et moins 2 milliards de dollars en 1992).

36. Les crédits commerciaux à l'Afrique subsaharienne ont été très concentrés et une quinzaine de pays en ont absorbé 97 %. Ces dernières années, les prêts au secteur privé, sans garanties du gouvernement du pays emprunteur, ont dépassé les prêts au secteur public¹⁸. L'essentiel des quelque 10 milliards de dollars d'encours rééchelonnés dans le cadre du Club de Londres et concernant 18 pays d'Afrique subsaharienne est dû par la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Cela tend à faire oublier le fait qu'un certain nombre de pays se sont très bien acquittés du service de leur dette restructurée.

37. Outre qu'elles ont réduit leurs prêts internationaux à l'Afrique, un certain nombre de banques commerciales qui avaient conservé une présence locale dans la région, souvent depuis la période coloniale, ont commencé à se retirer au milieu des années 80. Cependant, la plupart des banques continuent de traiter certaines affaires extraterritoriales sans risques, par exemple en jouant le rôle de banque correspondante dans le cadre des programmes financés par des donateurs. Comme ce lent exode a affecté aussi bien les pays relativement solvables que les autres, on peut penser qu'il est dû, en partie du moins, à l'évolution des objectifs et des marchés cibles des banques.



38. Durant les années 60, les prix des produits de base étaient fermes et les revenus par habitant des pays d'Afrique ont rapidement augmenté. Cependant, les crédits des banques commerciales, en particulier à l'Afrique subsaharienne, étaient négligeables. Dans les années 70 et au début des années 80, les crédits commerciaux ont changé de nature, pour diverses raisons : fortes fluctuations des prix des produits de base, rapide augmentation des besoins de recyclage des pétrodollars et de prêts commerciaux, etc. Après 1980, le niveau des encours a commencé à évoluer sous l'effet de nombreux facteurs, tels que l'influence de la réputation de solvabilité des pays ou entités emprunteurs sur l'octroi de nouveaux prêts, la possibilité d'employer différentes formes de garanties, la dépréciation du dollar des Etats-Unis, le respect des conditions de rééchelonnement et de service de la dette et les transactions sur le marché des créances.

39. Ces dernières années, les banques commerciales sont devenues plus passives, surtout en ce qui concerne les crédits à moyen terme. Leurs portefeuilles de créances sur l'Afrique se sont détériorés et elles paraissent attendre que la crise de la dette se résorbe, en réaffectant ailleurs les ressources financières et humaines qu'elles consacraient autrefois à l'Afrique.

40. Le nouvel environnement plus favorable que de nombreux pays africains s'efforcent de créer depuis le début des années 90 offre d'importantes possibilités commerciales. Toutefois, ce sont les gouvernements africains, les pays développés et les institutions multilatérales qui devront prendre l'essentiel des initiatives visant à rétablir l'intérêt et la confiance des banquiers.

41. Les entrées de fonds au titre des crédits commerciaux et des investissements privés, qui représentaient environ un tiers des entrées de capitaux dans les années 70, se sont effondrées dans les années 80. Aujourd'hui, elles représentent moins de 5 % des flux de ressources vers la région¹⁹. Sur le plan régional, les créances des banques internationales sur les pays d'Afrique ont encore reculé de 1,2 milliard de dollars en 1992 après avoir diminué en moyenne de 1,8 milliard de dollars par an les trois années précédentes²⁰. En même temps, leurs engagements envers ces pays ont augmenté de 3,5 milliards de dollars en 1992²¹.

C. L'investissement étranger direct : un nouvel élan grâce à la privatisation

42. Au début des années 90, les flux d'investissement étranger direct vers les pays en développement ont continué d'augmenter, sauf dans le cas de l'Afrique. Cette forme de financement, outre qu'elle ne s'est que très peu intéressée à l'Afrique, n'est pas sensible aux besoins de la balance des paiements.

43. Les réformes économiques entreprises par les pays en développement ont entraîné un accroissement des financements qui sont passés de 24 milliards de dollars en 1990 à 38 milliards de dollars en 1992. Ces ressources apportent une contribution importante à la croissance, même dans certains pays qui n'ont pas encore la possibilité d'emprunter sur le marché mondial des capitaux. L'accroissement de l'investissement étranger a des effets positifs notamment sur la compétitivité industrielle, les compétences de gestion, l'accès aux marchés d'exportation et les transferts de technologie.

44. La faiblesse de l'investissement étranger direct en Afrique s'explique par des facteurs tant exogènes qu'endogènes²². Les facteurs exogènes sont notamment les perspectives peu prometteuses des prix des produits de base exportés par l'Afrique et l'intensification de la concurrence d'autres régions. Les facteurs endogènes sont les incertitudes en ce qui concerne la volonté politique de poursuivre les programmes d'ajustement, le niveau élevé de l'endettement extérieur et d'autres difficultés qui assombrissent les perspectives de croissance à court terme.

45. Les flux annuels d'investissement direct en Afrique (voir figure VI) ont atteint en moyenne 2,5 milliards de dollars vers la fin des années 80 (en dollars constants de 1985), puis sont tombés à 2 milliards de dollars dans les années 90. Les chiffres correspondant pour l'Afrique subsaharienne étaient de 1,3 milliard de dollars puis 1 milliard de dollars.

46. Plus des trois quarts des investissements sont allés à des pays exportateurs de pétrole, mais la part des pays non producteurs de pétrole a augmenté ces dernières années. L'Afrique dispose de riches ressources naturelles, qui sont son principal attrait, mais cet avantage est contrebalancé par la faiblesse de sa croissance économique, qui reste bien inférieure à la moyenne de celle de pays en développement. C'est pourquoi, malgré les efforts de libéralisation de la réglementation de l'investissement étranger direct et le regroupement des services administratifs chargés de l'investissement étranger auxquels ont procédé plusieurs pays, l'Afrique n'a pas réussi à attirer des investissements conséquents.

47. Malgré cela, la part moyenne des pays non producteurs de pétrole dans le total des investissements étrangers directs en Afrique est passé de 20 % dans la période 1986-1988 à 28 % en 1989-1991. Cette augmentation reflète principalement la croissance des investissements au Maroc, qui ont plus que quadruplé, sous l'effet d'une forte croissance intérieure, combinée à une libéralisation de la législation et à l'accès en franchise qu'accorde la Communauté européenne aux produits manufacturés marocains ayant une teneur en produits d'origine nationale de 40 % au moins²³.

48. L'investissement étranger direct consacré à l'exploitation des ressources naturelles continue de jouer un rôle important dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. En 1991, par exemple, les investissements en Angola ont totalisé plus de 660 millions de dollars, ce qui représente plus que le total des investissements cumulés dans ce pays entre 1985 et 1990. La plupart de ces investissements étaient destinés à la recherche pétrolière et à l'extraction minérale. Les possibilités d'investissement dans la prospection pétrolière en Afrique subsaharienne sont considérables. Pour exploiter ce potentiel, de nombreux pays offrent aux compagnies pétrolières des conditions contractuelles plus favorables que par le passé²⁴. Pour les sociétés transnationales, ces investissements dans la prospection et l'exploitation pétrolières s'inscrivent dans une stratégie d'expansion mondiale pour faire face à la croissance de la demande de pétrole et de produits pétroliers en Afrique et dans d'autres régions. Par ailleurs, certains pays ont encouragé l'investissement étranger direct dans le secteur des services, avec de bons résultats. C'est ainsi que ces dernières années Maurice a essayé d'attirer les investisseurs étrangers dans les secteurs de la banque et de la finance et est en train de devenir un centre bancaire off shore. Par contre, comme le marché intérieur de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne est petit et que leur taux de croissance est faible, les investissements étrangers dans le secteur manufacturier restent limités.

Figure VI

Investissement étranger direct en Afrique
(En dollars constants de 1985)

En milliards de dollars E.-U.

Afrique

Afrique subsaharienne

Source : Banque mondiale et CEA.

Note : Le total (49 pays) ne comprend pas l'Afrique du Sud, la Namibie et la Jamahiriya arabe libyenne.

49. Globalement, l'Afrique subsaharienne ne reçoit que 3 % des investissements étrangers directs mondiaux, soit un peu moins que le Portugal. Alors que dans certains pays d'Amérique latine les entrées de capitaux privés ont retrouvé un niveau très élevé, l'Afrique n'a pas bénéficié de cette amélioration.

50. Comme un grand nombre de pays africains ont, ces dernières années, mis en place un environnement plus favorable, le continent a aujourd'hui de meilleures chances d'attirer davantage d'investissements. Parmi les pays qui ont mis en oeuvre des réformes pour attirer l'investissement étranger direct figurent le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda et le Zimbabwe, pays qui disposent tous d'infrastructures de transport et de communication relativement développées. Au Kenya et au Nigéria, de récentes séries de privatisation ont attiré 100 millions de dollars d'investissements, sans parler de transactions moins importantes dans d'autres pays d'Afrique. Les secteurs qui paraissent les plus prometteurs sont l'agro-industrie, l'énergie, les minéraux, le tourisme et l'industrie manufacturière.

IV. COMMENT ATTIRER DAVANTAGE DE FINANCEMENTS EN AFRIQUE DANS LES ANNEES 90?

51. Les besoins de financement pour le redressement et le développement économiques de l'Afrique deviennent critiques, alors que les ressources disponibles sont en déclin. Plus de 30 pays d'Afrique ont entrepris d'énergiques programmes d'ajustement structurel et de réforme et il faut maintenant que les pays développés mobilisent les aides extérieures nécessaires pour leur permettre de poursuivre courageusement la mise en oeuvre de leurs réformes.

52. Le fossé entre l'Afrique et les pays développés se creuse chaque année et il en va de même entre l'Afrique et les autres régions en développement. En 1981, 21 des pays les moins avancés se trouvaient en Afrique; en 1991, ils étaient 32.

53. La Banque mondiale estime à 28,2 milliards de dollars les besoins annuels de financement de l'Afrique subsaharienne pour stimuler la croissance au cours des 10 prochaines années²⁵. Selon les estimations de la BAfD, les besoins de financement de l'ensemble de l'Afrique dépassent 56 milliards de dollars par an²⁶. Quant à la CEA, elle estime que pour la période 1993-2005, l'Afrique aura besoin de 950 milliards de dollars, soit 80 milliards de dollars par an (dollars de 1990) de financements extérieurs, dont 490 milliards de dollars devraient prendre la forme d'un allègement ou d'une annulation de la dette²⁷. Sur cette base, le total des transferts nets à l'Afrique sur la période de 12 ans représenterait 140 % du PIB total du continent en 1990.

54. L'accès de l'Afrique aux financements internationaux est de plus en plus limité et, à l'avenir, elle devra faire face à une concurrence accrue d'une vingtaine de pays d'autres régions qui satisfont déjà ou satisferont bientôt aux conditions requises pour recevoir ces financements. La question des besoins de financement de l'Afrique dans les années 90 devra être traitée dans un contexte de déclin des ressources disponibles. On pourrait envisager notamment les interventions ci-après.

A. Nouveaux allègements de la dette

55. Depuis les années 80, les pays africains ont subi une forte baisse de leurs recettes en raison de l'évolution défavorable des termes de l'échange. Il en est résulté d'importants transferts de ressources réelles au profit de leurs partenaires commerciaux. En même temps, un grand nombre de ces pays sont écrasés par une dette extérieure considérable dont le service représente une charge très élevée et beaucoup d'entre eux accumulent les arriérés. Dans certains cas, il paraît de moins en moins vraisemblable que les programmes de réduction de la dette publique en cours suffisent à ramener la charge de la dette à un niveau supportable. Les conditions auxquelles ont progressivement souscrit les membres du Club de Paris pour les pays les plus lourdement endettés, dites conditions de Venise, de Houston, de Toronto et conditions améliorées de Toronto, ont permis une amélioration temporaire de la trésorerie mais n'ont pas réglé le problème de l'endettement des pays africains. Les "conditions de Toronto" ont entraîné un allègement du service de la dette correspondant à 100 millions de dollars par an, soit environ 2 % des obligations des pays bénéficiaires. Les "conditions améliorées de Toronto" aideraient la moitié des 22 bénéficiaires potentiels à faible revenu en ramenant le service de leur dette à un niveau compatible avec leur capacité de remboursement. Toutefois, pour l'autre moitié de ces pays, la charge de la dette resterait trop élevée.

56. Aujourd'hui, les pays africains, la communauté internationale et les organisations internationales sont d'accord sur le fait que la question de la dette de l'Afrique ne peut être dissociée de celle des ressources financières nécessaires pour son redressement et son développement économiques. Par conséquent, le moment est venu de prendre une nouvelle initiative sur la dette africaine. Cette nouvelle stratégie devrait englober toutes les catégories de dette extérieure : bilatérale, multilatérale et commerciale. Toutefois, il faudra s'occuper en priorité de la dette bilatérale qui est prépondérante dans les obligations extérieures de l'Afrique.

i) Mesures de réduction de la dette publique bilatérale

57. La nouvelle stratégie concernant la dette publique bilatérale appelle des mesures plus audacieuses dans deux domaines clefs, la réduction de la dette et le cadre institutionnel de l'allègement de la dette. En application d'une résolution adoptée à la CNUCED en 1978, différents donateurs ont annulé une proportion importante de la dette due par l'Afrique au titre de l'APD, sur une base unilatérale, c'est-à-dire en dehors du cadre du Club de Paris; le montant de cette réduction est d'environ 10 milliards de dollars. Il faut que les donateurs poursuivent leur effort jusqu'à annuler totalement la dette au titre de l'APD, qui représente encore 30 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne. En ce qui concerne le Club de Paris, le principe de la réduction de la dette et du service de la dette est plus largement appliqué depuis 1988. Cependant, plusieurs aspects appellent encore des améliorations : ampleur de la réduction de la dette par l'adoption des conditions de Trinidad, critères de choix des pays bénéficiaires, c'est-à-dire inclusion des pays fortement endettés qui reçoivent une aide de l'IDA, et calendrier de mise en oeuvre. Il faut assurer une meilleure coordination entre le Club de Paris et les structures réunissant les donateurs, ou même envisager de confier à ces structures le rééchelonnement de la dette publique bilatérale des pays à faible revenu.

ii) Mesures de réduction de la dette publique multilatérale

58. La dette multilatérale a rapidement augmenté depuis la dernière décennie; pour la seule Afrique subsaharienne, elle représente 25 % du total de la dette extérieure et 40 % du total du service de la dette. Les institutions multilatérales de financement ont déjà pris plusieurs mesures pour aider à éviter les arriérés et pour apurer les arriérés déjà accumulés. Des interventions supplémentaires sont nécessaires sur les deux fronts et le problème de la dette multilatérale jouera probablement un grand rôle dans les années 90. Pour éviter l'accumulation d'arriérés, il faut en priorité accroître sensiblement les transferts nets des institutions multilatérales de financement. Il faut pour cela assurer une reconstitution suffisante des ressources de l'IDA et du FAFD et doter de ressources conséquentes le mécanisme qui succédera à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du FMI (FASR). Pour traiter les problèmes d'arriérés au moment où ils apparaissent, il convient de faire une distinction entre les arriérés dus à une crise de liquidités et ceux qui sont dus à un manque de solvabilité.

59. Il convient en outre d'envisager une série d'options pour alléger la charge de la dette multilatérale tout en préservant la viabilité financière des institutions multilatérales de financement : allocation exceptionnelle et non renouvelable de DTS pour financer une réduction de l'encours de la dette multilatérale; ventes d'or du FMI dont le produit pourrait être employé pour apurer les arriérés des pays à faible revenu envers le FMI, dans le contexte de programmes convenus, comme le propose le rapport Fraser sur les problèmes des produits de base en Afrique²⁸; conversion d'une partie de la dette multilatérale en investissements de fonds propres, par exemple sous forme d'un échange dette contre fonds propres du type de ceux organisés par la Banque mondiale et la Société financière internationale.

iii) Mesures de réduction de la dette envers les banques commerciales

60. La dette envers les banques commerciales ne représente que 15 % de la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne, mais elle pèse assez lourd dans les pays à revenu moyen et des pays tels que le Nigéria. Dans tous les pays qui ont des problèmes d'endettement, l'accumulation d'arriérés envers les banques commerciales a restreint les possibilités d'obtenir les indispensables financements du commerce extérieur. La lenteur des progrès réalisés dans la réduction de la dette commerciale est due principalement au fait que les banques répugnent à conclure un accord lorsqu'elles ont constitué des provisions élevées, que les créances se traitent avec une forte décote et qu'elles constituent une petite proportion de leurs actifs. Le problème a été aggravé par le fait que les opérations de réduction de la dette et la mobilisation de l'aide des donateurs bilatéraux ont pris du retard. Pour régler le problème de la dette envers les banques commerciales, il faut agir sur les plans suivants : dispositions réglementaires et fiscales appropriées et pression morale des gouvernements des pays créanciers pour inciter les banques à accepter une réduction des créances; renforcement des mécanismes de réduction de la dette avec accroissement des ressources multilatérales et bilatérales et extension de la possibilité d'en bénéficier à tous les pays à revenus faible et moyen concernés.

B. Atteindre les objectifs et améliorer la coordination
en matière d'aide

61. Il faudrait que l'objectif de 0,7 % du PNB fixé en matière d'aide soit atteint dans les années 90. En outre, il convient de revoir les modalités de répartition de l'APD, de poursuivre la réduction de la proportion d'aide liée et d'améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide.

62. Le recul de l'APD au cours des deux dernières années est dû à la contraction générale des budgets d'aide dans le cadre des économies budgétaires des pays développés. Les 21 pays du CAD ont continué de fournir une APD équivalant à 0,33 % de leur PNB combiné, proportion qui n'a pas varié durant la dernière décennie. Cela est nettement inférieur à l'objectif de 0,7 % adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Cet objectif a été réaffirmé à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris en 1990, dans le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (résolution 46/151 de l'Assemblée générale) et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992.

63. Seuls quatre pays – Norvège, Suède, Danemark et Pays-Bas – ont dépassé l'objectif de 0,7 %. En 1992, la Norvège a versé 1,3 milliard de dollars au titre de l'APD, ce qui correspond à 1,16 % de son PNB, ratio qui n'est dépassé par aucun des autres membres du CAD. La Finlande, qui avait rapidement accru son APD, la faisant passer de 0,26 % du PNB au début des années 80 à 0,78 % en 1991, l'a réduite en 1992 en raison de sa dévaluation et de la récession économique, si bien que le ratio est retombé à 0,62 %. Les Etats-Unis et le Japon restent les premiers donateurs, avec 11,7 et 11,1 milliards de dollars respectivement, ce qui représente 0,18 % et 0,3 % de leur PNB. Certains pays ont fortement réduit leur aide, comme le Royaume-Uni, dont l'aide ne représentait plus que 0,31 % du PIB en 1992 contre près de 0,45 % à la fin des années 80. L'aide des pays arabes a continué de diminuer, tombant à son niveau le plus bas (1 milliard de dollars), en raison de la chute des recettes pétrolières. En 1992, la contribution globale des pays arabes totalisait exactement 1,01 milliard de dollars, dont 796 millions pour l'Arabie saoudite.

64. Alors que globalement le montant de l'APD bilatérale à l'Afrique tend à baisser depuis ces dernières années, le Japon a l'intention d'accroître sensiblement son aide au cours des cinq prochaines années. A compter du début de 1993, il y consacrera 70 ou 75 milliards de dollars²⁹, ce qui fera de lui le premier donateur d'APD en termes absolus. Dans ces conditions, il se pourrait que le Japon accroisse son aide à l'Afrique. La France et la Belgique prévoient de porter leur APD à 0,7 % de leur PNB d'ici à l'an 2000. L'Allemagne, l'Australie et le Canada ont renouvelé leur engagement d'atteindre l'objectif de 0,7 % dès que possible. Ces pays pourraient eux aussi affecter une part importante de leur aide aux pays africains.

65. L'aide au développement doit être repensée. Dans le nouvel environnement mondial, il importe de reconnaître au moins deux priorités³⁰ : premièrement, il faut affecter l'APD aux tâches pour lesquelles il n'existe pas d'autre forme de financement, en particulier d'origine intérieure et de sources privées; deuxièmement, il faut faciliter la mobilisation de l'investissement privé.

66. Il faut que les pays donateurs continuent de réduire la proportion de leur aide qui est liée et explorent de nouveaux moyens de faire en sorte que l'aide au développement soit concentrée sur les pays les moins avancés. Dans les autres pays en développement, l'amélioration et le renforcement de la coordination de l'aide pourraient entraîner un accroissement des apports de ressources pour le financement du développement et une utilisation plus efficace des ressources disponibles. Cela nécessiterait des efforts concertés des pays bénéficiaires et donateurs, en vue notamment de définir les priorités d'un commun accord; d'intégrer pleinement l'aide extérieure dans les programmes nationaux; d'élaborer des programmes dans un cadre commun de priorités convenues; de réduire la conditionnalité; de simplifier les procédures et d'accélérer la mise en oeuvre des projets et les décaissements; d'améliorer l'utilisation des ressources intérieures en association avec les ressources provenant de l'aide extérieure; et d'améliorer la négociation entre les pays bénéficiaires et les partenaires du développement.

C. Faciliter l'exploitation du potentiel d'exportation

67. Il faut que les pays donateurs et les organisations internationales mettent au point un mécanisme pour aider les pays africains qui s'efforcent d'accroître et de diversifier leurs exportations à améliorer leur compétitivité. Un des moyens envisageables consisterait à faciliter le recrutement d'experts chargés d'aider les pays africains à élaborer des programmes de commercialisation pour mettre en valeur leurs capacités d'exportation. En outre, un meilleur accès aux marchés, particulièrement pour certains pays à revenus moyens, pourrait beaucoup contribuer à libérer des ressources pour l'aide aux pays les moins avancés. A cet égard, le fait que les gouvernements n'aient pas encore été capables de saisir la chance offerte par l'Uruguay Round, alors que les résultats sont à portée de la main³¹, accroît les incertitudes pour le secteur privé des pays africains et rend encore plus difficile leur redressement et leur développement économique.

D. Transférer une partie des dividendes de la paix

68. La fin de la guerre froide offre aux pays développés et en développement de nouvelles possibilités de réduire leurs dépenses militaires. Cela permet aussi d'envisager de transformer une partie du "dividende de la paix" en une assistance financière aux pays en développement, particulièrement en Afrique. En même temps, les pays d'Afrique devraient accroître la part de leurs précieuses ressources qu'ils consacrent au développement, en réduisant considérablement leurs dépenses militaires. Malheureusement, ces dernières années, très peu a été fait en ce sens.

E. Encourager le développement du secteur privé

69. En outre, l'Afrique, s'appuyant sur un renforcement des entrées de capitaux étrangers, devrait chercher à mobiliser davantage de ressources intérieures pour financer l'investissement et le développement. C'est pourquoi il importe de réformer le secteur financier pour améliorer l'efficacité de l'intermédiation et de l'utilisation des crédits, notamment en ce qui concerne l'allocation des investissements. Cette réforme doit, entre autres, permettre au secteur privé et aux forces du marché de déterminer l'allocation des ressources financières. En particulier, la communauté internationale doit

encourager et aider les pays africains à analyser leurs mécanismes d'intermédiation financière pour mieux les adapter aux besoins des investisseurs nationaux.

F. Faciliter les emprunts à des conditions commerciales, notamment pour les pays à revenu moyen

70. Les financements à des conditions commerciales restent très difficiles à obtenir, et cela vaut aussi pour le financement du commerce international. Les banques internationales ont réduit la part de leurs créances sur l'Afrique. D'après la Banque pour les règlements internationaux (BRI), le total des engagements du continent à des conditions commerciales était de 52,5 milliards de dollars en décembre 1990, contre 59,3 milliards de dollars à la fin de 1987³².

71. Dans les années 90, l'Afrique devra compter davantage sur les emprunts commerciaux que sur le maintien d'autres formes de financements extérieurs. Les aides publiques à elles seules ne pourront pas financer les besoins de la transformation à long terme. D'importantes ressources sont nécessaires pour renforcer les infrastructures physiques et institutionnelles insuffisantes et une base de production peu développée. Il serait souhaitable de lancer une initiative internationale pour faciliter les emprunts à long terme pour les pays qui entreprennent une restructuration économique fondamentale et peuvent établir la rentabilité des investissements. Un des indicateurs grossiers de cette rentabilité devrait être la croissance des recettes d'exportation et la capacité d'assurer le service des obligations extérieures.

G. Encourager l'investissement étranger direct

72. De nombreux pays africains ont pris des mesures pour améliorer le climat offert aux investisseurs. Néanmoins, ils devraient continuer d'éliminer les obstacles politiques et institutionnels à l'investissement étranger direct qui subsistent, ce qui aurait de nombreux avantages. L'investissement étranger direct pourrait compléter les ressources intérieures, comme il le fait dans les pays en développement d'autres régions qui ont obtenu des taux de croissance économique élevés. En outre, il pourrait apporter avec lui les compétences de gestion et les nouvelles technologies nécessaires, ce qui représente un apport beaucoup plus grand que le seul montant des entrées de devises. Les conversions de créances en fonds propres sont également utiles à cet égard. Si elles sont associées à des programmes de privatisation, il est possible de limiter le risque d'inflation et de maximiser les avantages découlant de la mise en place de nouvelles équipes de gestion. Pour assurer le succès des programmes de privatisation, les gouvernements africains doivent se retirer de la gestion des entreprises, au lieu de se contenter de vendre des participations minoritaires, et moins interférer avec les mécanismes du marché.

73. Parallèlement aux efforts intérieurs des pays africains pour promouvoir l'investissement étranger direct, la communauté internationale doit prendre un certain nombre de mesures d'appui : promotion des investissements; mesures budgétaires et autres; aide à des sociétés de capital risque; amélioration de l'efficacité de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI); soutien au renforcement des institutions; et valorisation des ressources humaines.

H. Promouvoir la coopération Sud-Sud

74. Avec la nouvelle stratégie de réforme axée sur le marché et de croissance tirée par l'exportation qu'appliquent de nombreux pays africains et des pays en développement d'autres régions, la coopération économique entre ces pays pourrait être renforcée dans les années 90. Plus précisément, le commerce international, l'investissement, les coentreprises, le transfert de technologie et l'aide économique sont les domaines dans lesquels la coopération entre l'Afrique et les autres régions en développement devrait être encouragée. Il appartient à ces pays de mettre en oeuvre et de renforcer la coopération économique, mais la communauté internationale, et en particulier les pays donateurs, pourrait aussi jouer un rôle important en apportant une aide financière, en exécutant des programmes de coopération technique, en favorisant les groupements d'intégration interrégionale, régionale et sous-régionale et en encourageant des projets d'infrastructure régionale, pour compléter les autres efforts visant à renforcer la coopération économique Sud-Sud.

V. VERS DE NOUVEAUX DEFIS

75. Il est indispensable que les pays africains adoptent une politique économique visant à assurer leur croissance en comptant en grande partie sur la mobilisation des ressources intérieures. Certes, un accroissement des apports de ressources extérieures est indispensable pour amorcer le redressement et le développement économiques, mais à plus longue échéance la croissance ne pourra être entretenue que par une mobilisation efficace des ressources de chaque pays. Au stade actuel, les apports de ressources extérieures sont indispensables pour relancer les économies africaines et les aider dans la difficile période de réorientation de leur politique économique et de mise en oeuvre des réformes politiques et économiques qu'ont entreprises de nombreux pays.

Notes

¹ Algérie, Angola, Cameroun, Egypte, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria et Tunisie.

² Algérie, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne et Nigéria.

³ La Banque mondiale définit ainsi le montant global de flux nets de ressources : décaissements sur les prêts - amortissements des prêts + dons d'origine publique + investissements étrangers directs. Cette définition, également adoptée par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), est utilisée ici.

⁴ Les chiffres de 1992 sont des montants estimatifs pour l'Europe et l'Asie centrale, l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie du Sud, tirés du rapport de la Banque mondiale, World Debt Tables 1992-1993, External Finance for Developing Countries, vol. 1, Washington (D. C.), 1992.

⁵ Ibid., p. 13.

⁶ OCDE, Development Corporation (Coopération pour le développement), Rapport 1992, Paris, 1992, p. 36.

⁷ Nations Unies, Etude sur l'économie mondiale, 1993, New York.

⁸ G. K. Helleiner, Trade, aid and relative price changes in sub-Saharan Africa in the 1980s, document présenté à la Conférence "From Stabilization to Growth in Africa", Marstrand, Suède, 6 et 7 septembre 1992.

⁹ Le prix du café, par exemple, a chuté d'un maximum de 3 dollars par livre en 1978 à 0,40 dollar par livre, ou moins, en 1992. Un pays comme l'Ouganda qui, en 1978, tirait plus de 400 millions de dollars de ses seules exportations de café gagne aujourd'hui moins de 100 millions de dollars alors que le volume de marchandises exportées a plus que doublé.

¹⁰ "M. Camdessus : comment faciliter la transition vers l'économie de marché", FMI Bulletin, Washington (D. C.), 5 juillet 1993, p. 194.

¹¹ Les transferts nets de ressources financières sont définis comme la différence entre les entrées nettes et les sorties nettes de capitaux. Différentes organisations internationales telles que l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI et d'autres sources donnent des estimations différentes sur le montant des transferts annuels. On a utilisé ici la définition des transferts nets utilisée par la Banque mondiale dans World Debt Tables, 1992 et 1993. Selon cette définition, les transferts nets sont égaux aux décaissements, diminués du montant total des paiements au titre du service de la dette.

¹² Don P. Clark, "Distribution of official assistance among Developing Country Aid Recipients", The Developing Economies, Tokyo, vol. XXX, 3 septembre 1992, p. 189.

¹³ Carol Lancaster, African Economic Reform: The External Dimension, Washington (D. C.), 1991, p. 9.

¹⁴ Edward V. K. Jaycox, Africa: From Stagnation to Recovery, Washington (D. C.), février 1993, p. 12 à 14.

¹⁵ World Bank, Global Economic Prospects and the Developing Countries 1993, Washington (D. C.), 1993, p. 49.

¹⁶ United Nations, Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique, 1993, avril 1993, p. 35.

¹⁷ Banque mondiale, op. cit., p. 1.

¹⁸ Ellen Johnson Sirleaf and Francis Nyirjesy, "Commercial Bank Lending: Outlook and Constraints", in Ishart Husain and John Underwood (Ed.), African External Finance in the 1990s: a World Bank Symposium, Washington (D. C.), 1991, p. 105.

¹⁹ Africa Action for Recovery, rapport Oxfam, Oxford, mai 1993, p. 18.

²⁰ "Reprise de l'activité bancaire internationale en 1992", FMI Bulletin, Washington (D. C.), 5 juillet 1993, p. 198.

²¹ Ibid.

²² Ishart Husain and John Underwood (Ed.), op. cit., p. 7.

²³ United Nations, World Investment Report 1993, New York, p. 54; Claude Clément, "US and Morocco expand commercial ties: Morocco gives priority to tourism development", Business America, 112, 4 novembre 1991, p. 2 à 8; et "Morocco's investment rules", Middle East Executive Reports, 113, novembre 1990, p. 16 à 21.

²⁴ Martin Quinlan, "Energy finance: Africa woos the energy giants", Euromoney, Energy Finance Supplement, juin-juillet 1990, p. 63 et 64.

²⁵ On ne dispose pas d'estimations de la Banque mondiale pour le total des besoins de financement de l'Afrique.

²⁶ Banque africaine de développement, The African Development Bank Group in the 1990's: Operational Programme for the period 1992-96, and Beyond, Abidjan, p. 48; Banque africaine de développement, Strategic Elements of the Five-Year Operational Programme of the African Development Bank, 1992-1996, (ADB/BD/WP/91/17), Abidjan.

²⁷ Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Stratégies pour la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90, Addis Abeba, E/ECA/CM.19/5, 15 février 1993, p. 29.

²⁸ Groupe d'experts présidé par l'ancien Premier Ministre australien Malcolm Fraser; Les problèmes des produits de base en Afrique : vers une solution, UNCTAD/EDM/ATF/1, Genève, 1990.

²⁹ Déclaration du Premier Ministre du Japon à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 22 septembre 1993.

³⁰ "M. Camdessus : comment faciliter la transition vers l'économie de marché", FMI Bulletin, Washington (D. C.), 28 juin 1993, p. 196.

³¹ Communiqué de presse du GATT, "Le commerce mondial a repris en 1992 mais, selon les économistes du GATT, les perspectives sont incertaines cette année", GATT/1570, 20 mars 1993, Genève, p. 8.

³² African Economist Digest, Londres, 9 septembre 1991, p. 3.

Annexe I

Total des flux de ressources nets : ensemble de l'Afrique

(En millions de dollars constants, 1985 = 100)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total des flux de ressources nets - long terme	15 776	16 463	17 321	17 899	17 278	18 802	15 829	14 697
Financement public du développement	10 924	11 835	11 840	11 802	12 213	17 782	15 550	14 768
Dons publics	5 461	5 521	5 446	6 443	6 293	12 300	11 001	9 657
Prêts publics (nets)	5 463	6 314	6 394	5 359	5 919	5 482	4 549	5 112
Bilatéraux	2 923	2 616	2 497	2 251	2 461	1 916	1 182	1 096
Multilatéraux	2 540	3 693	3 897	3 108	3 459	3 567	3 367	4 016
Prêts privés (nets)	2 224	2 673	3 120	3 912	1 576	-367	-1 740	-2 619
Banques commerciales	-687	1 119	238	999	-630	-1 063	-1 087	0
Obligations	389	19	-50	244	80	-90	-25	-96
Fournisseurs	-581	-782	-118	39	-10	-496	-224	-509
Autres (y compris prêts non garantis)	3 103	2 317	3 050	2 630	2 137	1 281	-402	-2 014
Investissement étranger direct	2 628	1 955	2 361	2 184	3 489	1 387	2 018	2 548
Pour mémoire								
Utilisation nette des crédits du FMI	-21	-658	-505	-295	51	-455	149	-24
Dons au titre de l'assistance technique	3 999	3 418	3 704	3 824	3 713	3 171	2 959	2 987
Total des transferts nets - long terme	7 178	8 360	9 117	8 772	8 735	10 353	7 615	5 290
Intérêts sur la dette à long terme	6 597	6 383	5 652	7 103	7 301	7 017	6 976	7 464
Bénéfices correspondant aux investissements étrangers directs	2 001	1 720	2 552	2 024	1 243	1 432	1 238	1 943

Source : Statistiques extraites de la banque de données de la CEA, établies en coopération avec la Banque mondiale; Banque mondiale, World Debt Tables, 1992-1993.

Annexe II

Total des flux de ressources nets : Afrique subsaharienne

(En millions de dollars constants, 1985 = 100)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total des flux de ressources nets - long terme	9 618	10 731	12 589	12 557	13 983	14 622	14 637	14 213
Financement public du développement	7 684	9 534	10 159	10 178	10 689	13 807	13 200	13 576
Dons publics	4 563	4 759	4 911	6 042	6 011	9 856	10 310	10 102
Prêts publics (nets)	3 121	4 775	5 248	4 136	4 678	3 951	2 890	3 474
Bilatéraux	1 246	2 061	2 230	1 769	2 125	1 215	507	654
Multilatéraux	1 875	2 713	3 018	2 367	2 553	2 736	2 383	2 819
Prêts privés (nets)	612	495	1 112	1 426	1 125	250	9	-385
Banques commerciales	-948	-234	-219	35	-149	-392	-223	0
Obligations	-29	-24	-31	-54	-39	-26	-22	-42
Fournisseurs	-187	-384	62	246	110	-117	-166	-30
Autres (y compris prêts non garantis)	1 776	1 137	1 301	1 199	1 202	785	420	-312
Investissement étranger direct	1 322	702	1 318	953	2 169	564	1 428	1 022
Pour mémoire								
Utilisation nette des crédits du FMI	-32	-468	-509	-163	-384	-184	-27	2
Dons au titre de l'assistance technique	3 348	2 868	3 030	3 318	3 268	3 720	3 642	3 307
Total des transferts nets - long terme	4 567	6 591	7 879	7 674	9 796	10 123	10 051	9 145
Intérêts sur la dette à long terme	3 421	2 835	2 690	3 473	3 241	3 389	3 649	3 309
Bénéfices correspondant aux investissements étrangers directs	1 630	1 305	2 020	1 411	947	1 110	937	1 760

Source : Statistiques extraites de la banque de données de la CEA, établies en coopération avec la Banque mondiale; Banque mondiale, World Debt Tables, 1992-1993.
